

THE WALL

Ou pourquoi la crise belge ne sera pas résolue cette année.

Marcel Sel

©Marcel Sel et Un Blog de Sel 2011. Reproduction autorisée sauf publication physique
sous réserve de mention du nom de l'auteur et de l'adresse du blog <http://blog.marcelssel.com>

Le jour de l'an est à peine passé que, pff, les manœuvres machiavéliques des flamingants ont repris. De quoi s'agit-il ? Une fois encore d'une théorie de la N-VA présentée comme une nécessité absolue, à laquelle les Francophones ne veulent une fois de plus répondre (ça aide à les présenter sous un jour négatif, ce qui est bien utile pour améliorer le score de la N-VA). Je résume : Bart De Wever et quelques autres de son «camp élargi» (N-VA et CD&V) ont encore asséné une vérité : si Di Rupo veut être premier ministre, il doit reprendre le flambeau de la négociation dès à présent. Du coup, une partie de la presse flamande (la partie un tantinet nationaliste) reprend en chœur : «Di Rupo, reprends le flambeau et deviens formateur **onmiddellijk** (immédiatement) !» Sinon, tu es un lamentable labbekak. Et le lecteur flamand n'aura pas d'autre chose à se mettre dans le cerveau que cette pensée unique. Étrange pensée unique, d'ailleurs, car moi, j'ai toujours cru que ce genre d'attribution de mission était une prérogative de notre chef d'État, Albert van Cobourg machin. Non ? Quoi ? Ah ! C'est Bart De Wever qui décide ? Ah bon. D'accord. Je comprends mieux.

Pink fault

Oui, je comprends mieux que quand Di Rupo dit que le dossier de la formation n'est pas encore mûr pour qu'il le reprenne, De Standaard Online titre «Di Rupo refuse déjà de reprendre [le flambeau]» et Guy Tegenbos,

éditorialiste, conclut un peu hâtivement dans De Standaard «*Di Rupo ne sera pas premier ministre*». Pourquoi ? Ben, comme le dit Wouter Beke, nouveau président du CD & V : pour devenir «premier», il faut mener les négociations, prendre les rênes, aller au feu. Ah ! Qu'il est jeune, ce Wouter Beke ! Il faut l'excuser : il était encore à l'école primaire quand, en 2008, Guy Verhofstadt, cet incompetent aux yeux de tout le nationalisme flamand, a dû former le gouvernement d'un certain Yves Leterme (CD&V aussi) qui n'y est jamais parvenu lui-même ! Beke n'a pas compris que depuis 2007, depuis que le CD&V (je sais, je me répète) est revenu à l'avant-scène, le pays marche sur la tête, et on devient premier en laissant un autre faire le sale boulot, ou alors, on élève des chèvres ou des doudous.

Welcome to the Machine

Guy Tegenbos a pour sa part moins d'excuses : il a de la bouteille, et même du tonneau ! Comment peut-il «décider» qu'à une demande flamande (que Di Rupo reprenne dès à présent la {pré?}-formation), le président des Francophones soit obligé de répondre «oui» ? Qu'est-ce que c'est que ces manières ? Dans son «commentaire» d'aujourd'hui, il va en fait encore beaucoup plus loin : figurez-vous que même s'il y avait une réforme de l'État suite à la Vandela-note (qui a fuité en premier à la VRT — qui a organisé cette nouvelle fuite ?), les Flamands reviendraient à la charge pour une septième réforme dès le lendemain de l'obtention de cette sixième-ci. Car voilà, c'est dit : les Flamands, ils veulent leur minimum et ne descendront pas en dessous. L'idéal, pour Tegenbos, aurait été que «*Elio Di Rupo [devienne] premier ministre et réalise une réforme de l'État approfondie — comme les partis flamands le souhaitent — après quoi le pays [deviendrait] une construction stable pour un minimum de vingt ans avec beaucoup de 'solidarité fédérale' comme les partis francophones le souhaitent.*» Mais on l'a vu, le prix à payer pour cette solidarité, c'était une

partie de cette même solidarité. Pourquoi ? Parce que lorsqu'on s'approche d'un accord sur le refinancement de Bruxelles, lorsque Di Rupo étendit la réforme à plus de 14 milliards d'équivalents-budget, le CD&V (apparemment) remit un gros bastringue sur la table : la Loi de financement. Mais c'est Bart De Wever, en meilleure posture pour faire le matamore, qui se chargea de la sale besogne. Et patatras, tout capota !

The Dark Side of the Loom

Guy Tegenbos interprète cet épisode différemment. De son point de vue nationaliste : *«Les partis francophones détricotèrent la grande réforme de l'État, de sorte qu'elle se trouva sous le minimum des partis flamands, suite à quoi ceux-ci formulèrent des exigences supplémentaires, comme la Loi de financement.»* Oups. C'est la faute à Élio, bien sûr ! (Et, Charles Michel, n'oubliez pas que si Reynders avait été à ça place, c'eût été la faute à Didier ! Les politiciens wallons ne sont que des pions sur l'échiquier des nationalistes flamands — SP.a et Groen! non comptés, mais comptent-ils ? — autant le savoir.) Car rappelons-nous que ces «partis flamands» exigent à terme la scission de l'impôt, et de la sécu. *«Ensuite, De Wever tenta de relever le niveau [de réforme] au minimum de ce que voulaient les partis flamands. Le PS de Di Rupo jeta immédiatement le texte aux orties. On était alors à 1-1»* Normal qu'on se réfère au foot quand on s'appelle De Standaard.

Money

Et voilà qu'arrivent *«les hyènes des marchés financiers»* (sic) qui empêchent tout parti *«de faire échouer [la préformation]»*. On aurait donc un gouvernement ? Tegenbos semble penser que oui, mais sans Di Rupo comme premier ministre (on se demande bien qui, alors ?) Mais il avertit : *«ce ne sera pas un traité de paix communautaire pour vingt ans. Ce sera juste une trêve temporaire. La sixième réforme de l'État comporte pour les Flamands trop d'exigences non satisfaites ; dès après un accord sur la sixième réforme de l'État, nous commencerons la préparation de la septième. La 'stabilité' espérée par Di Rupo ne viendra pas.»* Et il finit par le bouquet final : *«Et le reste de l'accord de gouvernement comprendra aussi beaucoup de sources de conflits et de risques. Et Di Rupo n'aime pas les risques. C'est un éviteur de risques. Et il ne*

peut et ne veut pas représenter un tel gouvernement. Mais qui doit diriger la coalition à venir, alors ?»

The Guy there at the Gates of Dawn

On va le dire autrement : Guy Tegenbos n'a pas encore compris. Et quelques journalistes francophones sont dans la même situation que lui. Éclaircissons la question pour qu'on comprenne que si la position flamande est bien celle que Tegenbos décrit, on va droit à la crise permanente, à de nouvelles élections ou à la fin du pays :

1. un gouvernement sans Di Rupo premier ministre, ça ne va pas le faire. Car si les conditions flamandes ne conviennent pas à Elio, elles ne conviennent pas non plus au PS, encore moins au CDH. Il n'y aura donc pas de gouvernement du tout.

2. s'il faut faire entrer les libéraux dans la danse, autant en sortir tout de suite la N-VA plutôt que le PS, parce que négocier sans le plus grand parti de Wallonie — qui a fait sur son terrain un score plus important encore que celui de la N-VA, et resterait un grand parti sans Di Rupo alors que la N-VA sans De Wever redeviendrait vite une formation ridicule — c'est ultradifficile à imaginer. En fait, personne ne l'imagine. Sans compter que le MR est très à cheval sur le respect des facilités, et de bien d'autres choses encore (et pas simplement «à cause de Maingain»), alors oubliez tout de suite un accord MR-N-VA.

3. sortir la N-VA n'est pas possible non plus, d'abord parce que les autres partis flamands (Open VLD en tête) sont tétanisés à l'idée que leur courage politique, s'ils se trouvaient demain des «balls» pour mettre la N-VA de côté, se transformerait bientôt en défaite électorale. Je pense qu'ils ont tort, parce que s'ils pouvaient amener des réformes intelligentes, et éviter de nouvelles élections en formant un gouvernement d'union démocrate, ils ont plus de chances de faire reculer la N-VA qu'en adoptant ses positions, qui ne feront que la renforcer (on préfère toujours l'original à une pâle copie). Sans compter que les derniers échecs électoraux de ces partis (socialistes et libéraux flamands) ne se répéteront pas. On peut d'abord difficilement s'imaginer qu'ils descendent encore plus bas, eu égard à la popularité permanente de certains de leurs ténors.

Ensuite, en offrant une alternative à la pensée unique flamingante qui ne plaît certes pas à tous les Flamands, loin de là, et en expliquant que la N-VA, par ses méthodes et sa rhétorique, mène droit (qu'ils le veuillent ou non) à une explosion de la Belgique que la majorité des Flamands ne souhaitent pas, ils ont même une bonne chance de retrouver plus de lustre qu'en se soumettant à la Loi du plus flamingant.

Cela étant dit, un nouveau courage politique chez les libéraux, socialistes et verts flamands ne permettrait même pas de s'en sortir : le CD&V refuserait (ou alors, il éclaterait) parce que, contrairement à ce que beaucoup semblent penser, il n'est pas «accroché» à la N-VA de peur de perdre encore des électeurs, il est au contraire en phase avec De Wever. Il veut la même chose que lui. C'est dès lors logique, comme l'écrivent certains journalistes flamands, que ce soit Wouter Beke (CD&V) qui aurait remis la Loi de financement sur le tapis, et non Bart De Wever, qui ne fut finalement que l'exécuteur (ravi d'exécuter soit dit en passant). Le CD&V n'est pas désespérément accroché à la N-VA, celle-ci, par sa force, par le charisme de son chef, rend au contraire possible les désirs des rabiques du parti, de Kris Peeters à Michel Doomst en passant par Éric Van Rompuy. La seule différence, c'est que le CD&V ne veut pas tout à fait renoncer à la Belgique, parce qu'elle est plus intéressante à tout point de vue qu'une Flandre indépendante. La N-VA ne veut pas y renoncer trop tôt, mais est déjà non belge par essence. Donc. Sans la N-VA, on n'aura pas de paix communautaire, avec la N-VA, on ne l'aura pas non plus.

Beggars banquet

Guy Tegenos omet bien d'autres aspects fondamentaux. Tout d'abord, les «partis flamands» (soit le CD&V et la N-VA, principalement) sont nuls en négociation. Dans Les Pilliers de la Terre, l'évêque Walleran dit à Philip, futur prieur de Kingsbridge : «politics is a bargain between beggars» (la politique est un marchandage entre mendiants — on pourrait ajouter : «qui tous deux font une bonne affaire»). Les partis flamands qui mènent le bal ont tous deux oublié ce qu'était un mendiant : pas quelqu'un qui se crispe sur son unique vision (votée solennellement en 1999 au parlement régional flamand) quoi qu'il en coûte à l'autre, mais bien quelqu'un qui

donne un peu de superflu pour obtenir un avantage intéressant. On ne négocie rien sans monnaie d'échange. Mais aujourd'hui, les partis flamands n'en ont pas ou ne veulent pas en donner. Parce que ce qu'ils exigent pour le maintien de la Belgique (c'est de ça qu'on parle) risque de coûter plus cher aux Francophones que sa disparition.

En gros, le CD&V n'a toujours pas capté que la préservation de la Nation est aussi un avantage pour la Flandre, et que la mettre dans la balance, c'est faire croire aux Bruxellois et aux Wallons qu'eux seuls en profiteraient. Mais comment cela peut-il être lorsqu'on voit la flamandisation en cours dans le haut fonctionariat, à la tête de l'armée, dans les portefeuilles internationaux, à l'Union européenne, dans les ambassades, dans l'économie, sans compter le profit que la Flandre tire de Bruxelles, et qu'elle nie stupidement quand les Francophones le leur font remarquer, pour ensuite le reconnaître quand ça les arrange ou quand De Vadder pousse un peu l'analyse ? Et je ne parle même pas de la gestion des demandeurs d'asile dont j'ai exposé dans un article précédent les conditions : aux Bruxellois et Wallons les réfugiés, aux partis flamands le droit de critiquer la mauvaise gestion de cette masse qu'elle garde le plus possible à distance de chez elle ! Ah ! Qu'ils sont commodes, ces réfugiés, pour fustiger l'immobilisme de ceux qui en portent la charge principale ! Donc, quand les partis flamands auront quelque chose de précieux, de valable à offrir aux partis francophones, la négociation pourra repartir, et on aura une chance d'aboutir. Le réaliseront-ils à temps ?

Wish You were Near

Les «partis flamands» ne laissent pas non plus aux Francophones la moindre perspective. Comme le dit bien Tegenbos, soit les Francophones acceptent totalement le «deal» flamand, (et la Wallonie et Bruxelles pourraient ne pas s'en relever ou serait accrochée au wagon flamand — le droit de la minorité francophone du Brabant flamand étant définitivement nié, politiquement, culturellement et juridiquement), soit on négocie un «deal» de raison. Mais dans ce cas, selon Tegenbos, bardaf ! Dès le deal signé, les Flamands relanceront une nouvelle crise, pour avancer une fois de plus vers leur «deal total». Qui négocierait sérieusement dans de telles

circonstances, où tout donner, c'est ne rien gagner, et obtenir un accord, c'est n'en obtenir aucun ? Où de surcroît résoudre la crise de façon raisonnable revient à en provoquer une autre ? Et le pire n'est jamais décevant : de toute façon, le plus grand parti de Flandre nous annonce déjà que le pays «s'évaporerà». Quelles perspectives le CD&V et la N-VA offrent-ils alors aux Francophones, sinon de retarder la mort de la Belgique, au prix de concessions qui risquent bien, elles aussi de sonner son glas ?

The Final Cut

En plus, nous avons franchi un pas fondamental : la prise de conscience que la fin de la Nation n'est pas forcément évitable, et donc que toute concession inconsidérée dans un cadre confédéral peut être payée (très) cher par les générations qui nous suivent immédiatement. L'enclavement d'une Bruxelles très francophone dans une éventuelle Flandre républicaine à la De Wever, très flamande qui ne cesserait de la revendiquer comme capitale, et qui aurait obtenu tout BHV dès demain mercredi (ou pas), n'est pas une option. Et de ce fait, ce qui est sur la table aujourd'hui est aussi compliqué à négocier que le divorce belge final éventuel.

À ceci près qu'à l'aube d'une scission réelle, certains iraient au bout de leur logique, et la violence politique pourrait amener une violence physique. Comme je l'ai écrit précédemment, la Flandre n'a aucune chance de garder Bruxelles comme capitale, sans recours à des forces policières ou militaires. En quelque sorte, la négociation actuelle a ceci de terrible qu'elle implique qu'on tienne compte d'une fin éventuelle de la Belgique, et ceci de rassurant qu'on n'en court pas (tous) les risques. Mais cela peut-il durer longtemps encore ? Toute la question est là. Et pouvons-nous revenir en arrière ? Non, pas si l'attitude du CD&V et de certains médias et commentateurs flamands, comme Guy Tegenbos, ou politiciens traditionnels, comme Serge Van Damme, ne change pas radicalement, et rapidement. Oui, si la raison retrouve ses marques en Flandre. Mais je suis absolument pessimiste à cet égard : le mouvement flamand d'après-guerre, qui n'est plus un mouvement social, mais désormais un mouvement nationaliste, n'a jamais reculé, il n'a fait que progresser depuis l'avant-guerre jusqu'à aujourd'hui. Et les théories agitées

dans les années 70 par les groupuscules les plus extrémistes, comme le VMO, sont aujourd'hui intégrées dans la dialectique politique de la N-VA, mais aussi de la plupart des autres partis, dans une mesure plus ou moins importante.

A Momentary Lapse of Treason

La crise belge n'est donc pas ethnique (les populations, au quotidien, se rencontrent et s'entendent), ni politique (la défection du SP-a et de Groen! montrent bien qu'il ne s'agit pas d'une scission gauche wallonne contre droite flamande ; le CD&V a toujours une forte composante ACV — Mouvement ouvrier chrétien flamand), ni même économique (le PIB/ha de la Flandre est à peine supérieur à celui de l'ensemble Wallonie-Bruxelles). Tout ça, c'est de la poudre aux yeux des commentateurs qui n'ont pas encore compris qu'on n'est plus aujourd'hui dans le «business as usual» et qu'il faut poser un regard différent sur les événements politiques en Belgique. La véritable nature de la crise est désormais systémique, entre d'une part le nationalisme de la majorité des partis flamands (du CD&V au Vlaams Belang), un nationalisme de principe où le «citoyen flamand» est au cœur de la «révolution flamande», et d'autre part l'idéologie sociale-démocrate, ou «euro-démocrate», de la majorité des Bruxellois et Wallons, centrée sur un «citoyen universel», dont la langue est une composante comme une autre. Cette dichotomie-là explique absolument tout ce qui nous arrive depuis 2007, et même l'échec des négociations sur BHV en 2005, et encore le fait qu'Herman Van Rompuy, avec le Vlaams Belang et la N-VA aient obtenu l'arrêt BHV qui a laminé la solution pragmatique, intelligente et durable que Verhofstadt avait tricotée avec les partis francophones, et un certain Vande Lanotte, il y a bientôt 10 ans. Et aussi le fait que ce soit aussi Herman Van Rompuy qui ait posé la bombe sous le dernier gouvernement en date en déposant personnellement la Loi BHV qui a fait les beaux jours de la N-VA en Flandre.

A Sausagefull of Secrets

Le succès de la N-VA n'est donc pas uniquement, ni simplement dû à la personnalité de Bart De Wever, mais bien au fait qu'il incarne exactement la politique flamande telle qu'elle a été lentement insufflée aux «citoyens flamands» au cours des ans. Pendant que Verhostadt pacifiait le pays et

nous donnait l'illusion que le vivre ensemble était à notre portée, et même qu'il existait, le cartel CD&V/N-VA préparait la revanche du flamingantisme, boutant le feu à tous les symboles nationaux. De la Marseillaise au drapeau de Lennik, de la «nation flamande» au «profitariat wallon», de la nécessité impérative d'une confédération à Madame Non et au prétendu «nazisme» d'Olivier Maingain, tous les concepts nécessaires à l'explication de l'indispensabilité d'une révolution «copernicienne» se sont mis en place pendant les années Verhofstadt, en douce, à ses dépens.

Delicate Sound of Thunder

Guy Tegenbos pense que la situation économique, et les «hyènes» de la finance imposeront la raison, et devraient obliger les négociateurs à réussir. Je veux bien. J'ai entendu le même vœu pieux en juin 2010, quand l'ensemble de la presse a pensé tout haut que comme PS et N-VA devaient forcément s'entendre, ils s'entendraient. Avec quelques rares autres (présentés à l'époque comme n'ayant rien compris au schmilblick), je n'y ai pas cru, et la suite m'a donné raison. Même Luc Van Der Kelen doit me le reconnaître aujourd'hui. Alors, la menace des traders sur la Belgique va-t-elle réussir à permettre un accord entre Di Rupo et De Wever, ou plutôt entre la Flandre et la Francophonie belge ?

À nouveau, je n'y crois pas — au mieux, on pourrait espérer un court répit. Car la crise bancaire de 2007, rappelez-vous, n'a pas calmé les appétits des flamingants, bien au contraire : la vente de Fortis «à la France» a donné un argument antifrancophone (antifrançais) de plus aux flamingants rabiques. Et le CD&V, section Vlaamse Regering, ainsi que la N-VA, l'ont même mise à profit pour «créer» de toutes pièces un scandale KBC, démontrant que la «mauvaise volonté» du fédéral «noyauté» par les Francophones a coûté sa banque à la Flandre, et que le gouvernement flamand, bien plus «responsable» a réussi à rattraper le coup in extremis. Faut-il rappeler qu'à ce moment-là, le «fédéral» soi-disant francophone était dirigé par Herman Van Rompuy ? Qui peut croire que le gouvernement flamand a vraiment trouvé une solution de sauvetage de la banque flamande en «6 heures» ? Qui peut croire qu'une banque bien moins chahutée que

Fortis avait besoin de ces garanties dans les 6 heures, quand on a mis des semaines à «sauver» Fortis ? Portnawak : ce genre de choses prend bien plus qu'une demi-journée — la précipitation est un signe d'irresponsabilité en matière de haute finance —, sauf si on veut impérativement prendre le gouvernement fédéral de vitesse pour prouver qu'il est «nul», voire «francophone» ou encore «dangereux» pour la Flandre.

Shine on my Crisis Diamond

On le voit, à chaque crise financière ou économique, les flamingants prennent des points, des arguments supplémentaires permettant de convaincre une population flamande qui ne veut pas d'une séparation. Une décote de la Belgique serait aussi utilisée par la N-VA et le CD&V pour pointer l'immobilisme wallon. Ce serait, de toute évidence, la faute de Di Rupo. Encore de quoi faire sursauter d'horreur la ménagère flamande de cinquante ans devant le danger décidément mortel que la Wallonie immorale représente pour la Flandre ! Et si les traders s'acharnaient sur le pays, la N-VA poussera-t-elle l'irresponsabilité jusqu'à maintenir son cap radical ? Eh, dites, vous croyez vraiment que l'Europe aurait un choix ? La Belgique, c'est un symbole, et une puissance économique (oui, elle l'est encore). Il n'y a aucune chance que l'UE la laisse tomber. Mais il y a en revanche une possibilité qu'une crise du rating belge déteigne sur l'Europe entière. Que du bon pour ceux qui veulent se détacher de la Belgique et qui veulent aussi un démembrement du système européen actuel, j'ai cité la N-VA. Car passer d'une Europe des «nations» à une Europe des «régions-nations-nationalistes» (excluant toute minorité) que le parti de De Wever appelle de ses vœux, suppose deux révolutions, l'une belge, l'autre européenne. Il faut supprimer le Traité de Lisbonne, et notamment la clause sur les minorités. Et porter le nombre de membres à terme à 50, 100, voire 150 petites «régions-états», avec quasi autant de langues de travail. En gros, l'Europe sauce N-VA, c'est la fin de la construction européenne et le retour à la féodalité, à l'instabilité, à l'affrontement local. Comment concevoir qu'une Europe à 150 ait encore la possibilité de décider quoi que ce soit, quand on relève, crise après crise, que c'est bien le duo France-Allemagne qui, malgré certaines mésententes, anime la création de solutions d'urgence ? Sans un

poids central, pas d'Europe (un tant soit peu) fonctionnelle et efficace.

Animals

La N-VA veut donc changer tout ça. Et la Belgique, et l'Europe. Or, rien ne simplifie mieux le changement que les crises. Quand tout va bien, comment amener le peuple à demander qu'on change les choses ? La propagande, ça va un temps, mais il se peut qu'un jour, lassés, les Flamands se rappellent que du temps de Verhofstadt, ce pays avait des gouvernements et que Francophones et Néerlandophones savaient construire des solutions, des compromis. La propagande a toutefois bien fonctionné, par qu'elle s'articulait sur des réflexes d'inconscients collectifs, et des complexes anachroniques. On a mis des problèmes en exergue, et au besoin, de transformer des normalités en problématiques : les transferts (et le manque de reconnaissance de Wallons qui «n'ont jamais aidé les Flamands»), les 19 communes impraticables et la saleté, l'incompétence bruxelloise, la «francisation» et le soi-disant refus des Francophones de parler néerlandais, donc de «respecter» les Flamands, etc.)

Mais pour obtenir un vrai résultat, il faut aussi, probablement, que les Flamands payent cash les «errements wallons» et l'«inertie fédérale». Un peu d'inquiétude (longue crise politique, pas de budget digne de ce nom, dangers financiers, etc.) ne fait pas de tort, mais ne pas trop en faire pour empêcher les crises, politiques ou économiques, en utilisant sa crédibilité «nationaliste» pour rejeter la faute sur «l'autre», c'est pas mal non plus. Surtout que les nationalistes sont persuadés que la Flandre est tellement formidable que, même après une grosse crise financière, elle se relèvera mieux, plus vite, plus forte, et débarrassée des Wallons, elle fera ça à peu près pour les mille ans à venir.

Donc, au mieux, à l'annonce d'une crise, la N-VA plierait légèrement, sans plus, pour permettre un gouvernement très lâche, évasif dans tous les sens du terme, sans ambition tout en imposant une réformette aux Francophones sous la menace des marchés, le temps que ceux-ci se calment. Les flamingants gagnent sur tous les fronts. Car dès l'orage passé, la machine nationaliste reprendrait ses aises, ferait capoter le gouvernement sur un sujet quelconque, et on

serait reparti pour un tour, histoire de faire avancer la «cause nationaliste». C'est une bonne stratégie. Elle a déjà été utilisée : voyez combien de temps le gouvernement belge a tenu après l'orage de 2008 : un an et demi. Et la N-VA n'était pas de la partie. Et au bout de ce temps, les exigences flamandes se sont encore raidies, et les Francophones pourraient céder plus qu'en 2007. The winner takes it all (in the end).

Atom Bart Mother

Enfin, l'OVV a donné de ses nouvelles. Cet organisme qui chapeaute le mouvement flamand (surtout nationaliste), n'hésitant pas à héberger aussi bien la mutuelle Partena Vlaanderen que les nationaux-socialistes de la NSV, par exemple, qui commémore annuellement les Waffen SS flamands ; ou l'Ijzerwake qui préfère commémorer de temps en temps un, deux ou trois nazis antisémites du VNV, a eu droit à la une d'un journal de la VRT. Dame ! Car dans l'OVV, il y a tout l'arrière-ban de la N-VA, du VVB au TAK en passant par le comité Halle-Vilvoorde e tutti quanti. Un arrière-ban qui, n'en déplaise aux médias du Nord, n'a rien à envier à la Ligue du Nord padanienne. Et qu'a-t-il dit, cet organisme si précieux pour la N-VA ? Il a tout simplement jeté la note Vande Lanotte à la poubelle, avant même qu'elle ne paraisse ! Expliquez-moi donc qui a fait fuiter les résultats des colloques singuliers entre le socialiste et Bart De Wever pour que l'OVV ait connaissance, plus ou moins détaillée, de la teneur de cette future note ? L'utilité de cet appel est double. Si la note est imbuvable, la N-VA a un argument latent : le Mouvement flamand est contre. Si elle ne l'est pas tout à fait, elle peut «montrer» à quel point elle est «de bonne volonté» : elle dit oui, même si son arrière-ban dit non. Cet arrière-ban, c'est la sève de la N-VA. Et la raison pour laquelle elle ne dépassera jamais un minimum établi.

Petit rappel pour junkies wallons : De Wever a été élu par des non-nationalistes, en majorité. Il le sait. Il sait aussi que garder cet électorat très longtemps finira par lui coûter sa base, et sa raison d'être. La N-VA, sans son idéologie nationaliste, disparaîtra alors comme ont disparu déjà Lijst De Decker, et auparavant la Volksunie. Et donc, c'est sur sa base, et non sur ses nouveaux électeurs instables, que De Wever misera comme source du continuum de son parti. Autrement dit, s'il perd ses nouveaux

électeurs, il continue à exister. S'il perd sa base, il disparaît. Notez qu'à sa place, je profiterais de son momentum de popularité pour aller le plus loin possible dans mes ambitions flamingantes... à bon entendeur...

Il n'est donc pas étonnant que l'OVV se soit manifestée pendant la trêve des négociations. C'était un moment idéal : entretenir le doute sur la qualité du travail du négociateur en chef pour rendre plus crédible, le cas échéant, un «non» de la N-VA demain, mercredi, et plus «héroïque» un «oui» éventuel. Mais ça n'est qu'une arme parmi d'autres. Le N-VA ne dira pas «non», elle jouera plutôt sur la mauvaise volonté de Di Rupo, prétendra qu'il veut trop amender, qu'il cherche à revenir en arrière, qu'il doit directement passer à la formation. Bref, n'importe quoi pour miner le schmilblick sans en avoir l'air. Allez, relisez donc l'interview du Spiegel, et osez m'affirmer que De Wever aurait dit tout cela innocemment. Et, entre nous, si la note a fuité côté flamand dès le lendemain matin de sa remise très secrète, c'est qu'elle avantage les Flamands et qu'on aimerait que le «non» vienne des Francophones. Montrez-la à la population du Nord, pour la convaincre que c'est une bonne chose, et tout refus du Sud n'en sera que plus difficile à expliquer au téléspectateur flamand ! Quoiqu'il arrive, cette fois encore, les Francophones sont pieds et poings liés. Ils peuvent tout au plus tenter de prendre une position de repli. Et c'est tout.

The Wall

Voilà où nous en sommes, donc. Face à un mur, toujours. Le même, toujours. Et plus on avance, plus il semble prendre de la hauteur. Un jour, le seul moyen d'avancer sera d'accepter qu'il est infranchissable, et de prendre chacun son chemin, disant adieu au pays qui nous a tous vus naître. Quelques journalistes, de bonne volonté, il est vrai, croient encore qu'on peut casser quelques briques et se donner la main pour «repartir». Oui, mais quel intérêt, si on ne peut plus rien faire qui profite à tous ? Ce fameux «bien commun», en panne sèche depuis bientôt quatre ans ? Le pays est bloqué, et ça profite aux nationalistes. On me dira qu'ils ne l'ont pas fait exprès. Je répondrai que c'est là une grosse insulte à l'intelligence d'un certain Bart De Wever.